

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 Orléans

Orléans, le 10/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### ECO-LOGISTIQUE REEMPLOI

50 RTE DE SENS  
USINE DU LUTEAU  
45320 Courtenay

Références : VAT20240577

Code AIOT : 0010001092

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement ECO-LOGISTIQUE REEMPLOI implanté 50 RTE DE SENS USINE DU LUTEAU 45320 COURTENAY. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECO-LOGISTIQUE REEMPLOI
- 50 RTE DE SENS USINE DU LUTEAU 45320 COURTENAY
- Code AIOT : 0010001092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECO-LOGISTIQUE REEMPLOI réalise le tri et le traitement (séparation, lavage, broyage) et le recyclage d'emballages plastiques, en particulier des containers (IBC) et fûts.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN24 PFAS
- AN24 Rétention
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Déclaration des données d'autosurveillance dans GIDAF  | Arrêté Ministériel du 18/04/2014, article 1 | Susceptible de suites                                                                                      | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 6  | Agrément pour la valorisation des déchets d'emballages | Arrêté Préfectoral du 27/09/1996, article 3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |
| 12 | Exigences pour les prélèvements                        | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 60 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                         | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Risque foudre sur les installations (ETF) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19    | Susceptible de suites                                                                                      | Sans objet        |
| 3  | Désenfumage du bâtiment B                 | Arrêté Préfectoral du 27/09/1996, article 3.4.9 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Sans objet        |
| 4  | Plan d'Opération Interne du site          | Arrêté Préfectoral du 27/09/1996, article 7.6   | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Sans objet        |
| 5  | Risque foudre sur les                     | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21    | Susceptible de suites                                                                                      | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                                  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | installations (vérification initiale)                |                                                          |                                                                                                            |                   |
| 7  | Filières de traitement de déchets plastiques         | Code de l'environnement du 07/09/2023, article L. 541-2  | Susceptible de suites                                                                                      | Sans objet        |
| 8  | Transformateur aux PCB - obligation de déclaration   | Code de l'environnement du 07/09/2023, article R. 543-27 | Susceptible de suites                                                                                      | Sans objet        |
| 9  | Liste des substances PFAS                            | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2              | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 10 | Réalisation des campagnes d'analyse                  | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3              | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 11 | Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4              | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 13 | Précisions des mesures                               | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4              | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 14 | Déclaration des résultats GIDAF                      | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4              | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 15 | Dimensionnement des rétentions                       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I           | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 16 | Disponibilité et étanchéité des rétentions           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II          | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 17 | Produits incompatibles – rétentions non déportées    | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II          | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 18 | Bassin de confinement des eaux incendie              | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis         | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 19 | Consignes de sécurité                                | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59             | /                                                                                                          | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'action mis en place par l'exploitant a permis de solder la quasi-totalité des non-conformités résultantes des inspections menées de 2021 à 2023. La zone de chalandise reste très différente de celle prévue dans l'arrêté d'autorisation et une évolution de cette disposition apparaît nécessaire. Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration des données d'autosurveillance dans GIDAF

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2014, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, NC2 vi du 28/10/2021                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b> <p><b>Constats :</b></p> <p>VU : Consultation de la base Gidaf en amont de la visite, le 12/11/24 : les données de surveillance des ESU (eaux superficielles) ont été initialisées en janvier 2022. la première campagne ESU à avoir été enregistrée est celle de janvier 2024 mais aucune donnée n'est saisie dans le cadre de surveillance.</p> <p>L'exploitant indique que le cadre de surveillance a été adapté avec l'Agence de l'eau Seine-Normandie (AESN), dont les attentes seraient identiques à celle de la DREAL (paramètres et fréquences d'analyse).</p> <p>L'exploitant communique une copie de la décision 2024-55 du 15/02/2024 de l'AESN qui définit le Suivi Régulier des Rejets à compter de 2024.</p> <p>L'Inspection des Installations Classées (IIC) s'assurera que le cadre de surveillance reste conforme aux attentes y compris lors de l'actualisation du dossier IED et fera le lien le cas échéant avec l'AESN pour permettre à l'exploitant de n'avoir qu'un seul cadre de surveillance à saisir.</p> |

|                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dans l'attente de la transmission des premières déclarations sous GIDAF, la non-conformité est maintenue. |
| Type de suites proposées : Avec suites                                                                    |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective                                                       |
| Proposition de délais : 60 jours                                                                          |

**N° 2 : Risque foudre sur les installations (ETF)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NC5 vi du 28/10/2021                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>VU : l'exploitant a transmis son Analyse du Risque Foudre -ARF- (21.601.ORL.30356.00.O.001.EARF.201 en date du 4/2/22) et son Etude Technique Foudre (ETF) composée des 3 pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cahier des charges : rapport APAVE 22.601.ORL .04884.00.0.001 .EETF.001 en date du 11/03/2022 ;</li> <li>• Notice de vérification et de maintenance: APAVE 22.601.ORL .04884.00.O.001.EETF.002 en date du 11/03/2022 ;</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

- Carnet de bord APAVE 22.601.ORL .04884.00.O.001.EETF.003 en date du 11/03/2022.

Le carnet de bord mentionne une vérification initiale pour l'ensemble du site faite le 20/06/2023. Le relevé du compteur coup de foudre est réalisé mensuellement (traçabilité du 2/7/23 au 4/11/24 montrant un compteur à 0 en date du 4/11/24.)

L'exploitant présente le rapport de première vérification complète foudre (ref 23.601.ORL.07439.00.M.001.EVCF - 002 en date du 26/02/2024 ). Ce rapport de première vérification fait état d'installations conformes, sans observation. Le bâtiment K et le portail ont bien été intégrés à la prestation.

**pas d'écart constaté : point de contrôle soldé**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Désenfumage du bâtiment B

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/09/1996, article 3.4.9

**Thème(s) :** Risques accidentels, NC6 vi du 28/10/2021

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 09/02/2024

#### Prescription contrôlée :

Toutefois, la partie de l'entrepôt supérieure à la hauteur au moins de 2% de la surface de l'entrepôt des éléments d'incendie, l'évacuation des fumées ou mises à l'air libre directe).

Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction d'une part de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part des dimensions de l'entrepôt. Elle n'est jamais inférieure à 0,5% de la surface totale de la toiture. [...]

Les valeurs précitées de 2% et 0,5% sont applicables pour chacune des cellules de stockage définies précédemment. Toutefois, lorsqu'il est fait usage des alinéas suivants de ce même article, ces valeurs sont portées à 4% et 1% au-delà de 4000 m° sans recoupement pour chaque tranche supplémentaire de 2000 m° de surface de la cellule de stockage.

La ou les commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'ensemble de ces éléments est localisé en dehors de la zone éventuelle de huit mètres sans ouverture visée ci-dessus.

Des amenées d'air neuf d'une surface équivalente à celle. Des exutoires définis aux 5ème et 6ème alinéas ci-dessus doivent être assurées sur l'ensemble du volume du stockage. Elles peuvent être constituées soit par des ouvrants en façade, soit par les portes des locaux à ventiler donnant sur l'extérieur.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b><br/> Vu : Compte-rendu de visite du 12/03/2024 de DEKRA Industrial SAS ref 54012136/3 : avis favorable sur la solidité de la voute d'éclairiment et des travaux, avec une réserve concernant l'affichage manquant des cantons;<br/> Vu : rapport Final de Contrôle Technique ref 54012136/4, qui ne mentionne aucune observation (l'exploitant précise que l'affichage conforme est implicite).<br/> Constat terrain : l'affichage des cantons est bien réalisé à proximité immédiate des commandes des trappes de désenfumage.</p> <p><b>Pas d'écart constaté- non-conformité soldée.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 4 : Plan d'Opération Interne du site**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/1996, article 7.6</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, D2 vi du 28/10/2021</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/02/2024</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établira sous sa responsabilité un plan d'opération interne, selon les dispositions réglementaires prévues à cet effet. Un exemplaire sera transmis au Service interministériel de Défense et de Protection Civile et à l'inspecteur des Installations Classées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b><br/> Vu le POI , indice de révision 11 en date du 17/09/2024 et son annexe 1, en particulier la fiche réflexe « fonction exploitation » (§5.3, p 64/76) assignant la mission de confinement des eaux d'extinction à cette fonction. L'exploitant précise que l'ordre d'intervention pour la fonction d'exploitation est le Chef d'équipe, les SST et la QSE, et que les opérations de confinement relèvent des QSE. La présence d'un QSE sur site est assurée en permanence (congs pris en conséquence).</p> <p>Vu le mail de transmission du POI au SDIS 45 et à la préfecture, en date du 7/11/24.<br/> <b>pas d'écart constaté : point de contrôle soldé</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 5 : Risque foudre sur les installations (vérification initiale)**



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre sur les installations (vérification initiale)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>[...]</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le rapport de première vérification complète foudre 23.601.ORL.07439.00.M.001.EVCF - 002 Date : 26/02/2024</p> <p>Ce rapport de première vérification fait état d'installations conformes, sans observation. Le bâtiment K et le portail ont bien été intégrés à la prestation.</p> <p><b>pas d'écart constaté : point de contrôle soldé</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 6 :** Agrément pour la valorisation des déchets d'emballages

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/1996, article 3                       |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Agrément pour la valorisation des déchets d'emballages |
|                                                                                                    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2024</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.1.1. Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge.<br/>Ce contrat devra viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.</p> <p>3.1.4 . Origine et nature des emballages.<br/>Les emballages auront comme origine géographique les régions Centre, Bourgogne et Ile de France pour 80% des déchets et le reste de la France pour les autres.<br/>Les emballages ayant contenu des produits explosifs, radioactifs, hospitaliers, contaminés biologiquement, des sels de trempe, seront refusés sur le site.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b><br/>Vu l'extraction RNDTS en date du 26/09/2024, faisant apparaître une origine des déchets pour la période de septembre 2023 à septembre 2024 de 43 % pour les trois régions Ile-de-France, Centre-Val de Loire et Bourgogne-Franche Comté, le constat d'écart est maintenu.<br/>L'exploitant indique que la prescription de l'article 3.1.4 de son APAUTO du 27/09/1996 ne lui paraît plus adaptée aux conditions d'exploitation et du marché et souhaite demander à évoluer vers un apport national.</p> <p><b>L'IIC invite l'exploitant à déposer une demande de modification des prescriptions applicables à son établissement, au titre du R. 181-45 du code de l'environnement, accompagnée des éléments d'appréciation.</b></p> <p><b>Non-conformité maintenue.</b></p>                                                                           |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 7 : Filières de traitement de déchets plastiques**

|                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/09/2023, article L. 541-2</p>                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Filières de traitement de déchets plastiques</p>                                                                                                                                 |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b><br/> Vu l'extraction RNDTS en date du 26/09/2024, faisant apparaître deux bordereaux traités sur le site par incinération (N° de bordereau BSD-20230612-NJMDTMMA4 et BSD-20231110-903K9Q3TW).</p> <p>L'exploitant indique procéder à une vérification manuelle des codages à une fréquence semestrielle. Il procède lors de la visite à la vérification et correction en direct du codage de ces deux bordereaux sur l'application trackdéchet, traités en R3.</p> <p>L'exploitant indique que le codage en R12 constaté lors de la VI du 07/09/2023 pour les lacérats de plastiques pollués résultait également d'un mauvais codage.</p> <p>L'exploitant explique sa méthode de vérification des autorisations de prise en charge des déchets par les installations de traitement final : les autorisations préfectorales (APAUTO) sont demandées systématiquement aux installations destinataires lors de la signature de chaque contrat, mais il arrive qu'elles ne soient pas transmises : en l'absence de transmission, l'exploitant récupère les APAUTO sur Géorisques. L'exploitant consigne l'ensemble des APAUTO des établissements sur son réseau informatique.</p> <p>Il est demandé de vérifier la disponibilité de l'APAUTO par échantillonnage pour la société en charge de la reprise des boues de STEP stabilisées au chlorure ferrique : l'exploitant accède rapidement à l'APAUTO de l'installation de traitement finale qui est effectivement autorisée à traiter ces déchets.</p> <p><b>pas d'écart constaté : point de contrôle soldé</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 8 : Transformateur aux PCB - obligation de déclaration**

|                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/09/2023, article R. 543-27</p>                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Déclaration ADEME</p>                                                                                                                                                            |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les détenteurs d'un appareil dont le volume de fluide contenant ou susceptible de contenir des PCB est supérieur à 5 dm<sup>3</sup> sont tenus d'en faire la déclaration à l'inventaire des appareils contenant des PCB. Les détenteurs tiennent à jour les informations les concernant.</p> <p>Dans le cas des condensateurs électriques, le seuil de 5 dm<sup>3</sup> est défini comme la somme des volumes contenus par les différents éléments d'une unité complète.</p> <p>Le contenu et les modalités de la déclaration sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats</b><br/> Vu le BSD-20230925-6SNHSSQ04 attestant du traitement du transformateur PCB en date du 30/10/23 à TREDI ST VULBAS ;<br/> Vu la copie d'écran de la déclaration sur la plateforme ADEME.<br/> Le transformateur contenant des huiles au PCB a été régulièrement évacué et traité.</p> <p><b>pas d'écart constaté : point de contrôle soldé</b></p>                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 9 : Liste des substances PFAS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Constats:<br/> L'exploitant déclare avoir fait l'inventaire à partir des fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques entrants ou présents sur le site. Il indique avoir ajouté le champ PFAS dans la liste des exclusions des CAP depuis 2023. Lorsque qu'il n'était pas possible d'accéder aux FDS, l'exploitant s'est assuré de l'absence de PFAS en intégrant les paramètres fluor et PFAS sur les fiches d'identification des déchets.<br/> L'exploitant indique également avoir vérifié les fiches techniques de ses émulseurs qui indiquent</p>                                                                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>une formulation sans fluor. Il précise qu'une étude N4 est en cours : vérification en cours des extincteurs sur site (type, localisation, nombre).</p> <p>A l'issue de ces démarches, aucune substance PFAS n'a été identifiée sur le site.</p> <p><b>pas d'écart constaté</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 10 : Réalisation des campagnes d'analyse**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La saisie des données des rejets PFAS est réalisée pour les sorties eaux pluviales sur les mois de mars, avril et mai 2024.</p> <p>Les campagnes concernant le suivi des eaux en sortie de lagune vers l'épandage en saulaie ont été effectuées sur 3 mois consécutifs distincts, sur la période de juillet à septembre (dernière saisie le 7/10/24). La période est décalée pour tenir compte des épandages en saulaie qui n'interviennent qu'en période estivale.</p> <p><b>pas d'écart constaté.</b></p>       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 11 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats</b></p> <p>Vu les bulletins d'analyses, correctement déposés sur l'application GIDAF. Les analyses ont été assurées par le laboratoire Eurofins, accrédité pour les 20 PFAS AEP et les prélèvements ont été faits par un sous-traitant accrédité COFRAC : Aqua-mesure (siret 502 012 818 00022).</p> <p><b>pas d'écart constaté</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 12 : Exigences pour les prélèvements**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour les prélèvements</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements des rejets eaux pluviales ont été faits sur 24h, sans pondération par le débit. Les rapports ne mentionnent pas de débit pour les rejets eaux pluviales. L'impossibilité technique d'installer un canal de mesure du débit est constatée sur le terrain (relief et distance au fossé). <b>L'exploitant doit estimer un débit de rejet en eaux pluviales sur la base de données approximatives en croisant la pluviométrie locale et la surface collectée. Ce débit sera reporté dans la base de données GIDAF en vue de déterminer le flux de rejet.</b></p>                                                                      |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 13 : Précisions des mesures**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de</p> |

|                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>quantification de 100 ng/L est respectée.<br/>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. [ou inf. LQ]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats</b></p> <p>Vu les bulletins d'analyses chargés sur Gidaf : les Limites de Quantification sont respectées.</p> <p><b>pas d'écart constaté</b></p>                          |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                               |

**N° 14 : Déclaration des résultats GIDAF**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le décalage dans le temps pour les mesures des rejets en saulaie est justifié par les périodes de rejets.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>                                                                                                                               |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 15 : Dimensionnement des rétentions**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br><br><b>Constats :</b><br>Cette disposition a été vérifiée par sondage lors de la visite d'inspection.<br>Les rétentions du détartrant nettoyeur haute pression et du solvant destiné à enlever les étiquettes des IBC (bâtiment B) sont inspectées. Les volumes d'environ 1m3 permettent de collecter l'ensemble des produits stockés.<br><b>Pas d'écart constaté.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 16 : Disponibilité et étanchéité des rétentions**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. |
| <b>Constats :</b><br><br><b>Constats :</b><br>Cette disposition a été vérifiée par sondage lors de la visite d'inspection.<br>Les rétentions du détartrant nettoyeur haute pression et du solvant destiné à enlever les étiquettes des IBC (bâtiment B) sont inspectées. Les rétentions sont vides (absence de liquide ou de matériel pouvant réduire leur capacité). Aucune fissure ou défaut apparent n'est constaté.<br><b>Pas d'écart constaté.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 17 : Produits incompatibles – rétentions non déportées**

|                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                   |



**Constats :**

Cette disposition a été vérifiée par sondage lors de la visite d'inspection.

Les rétentions du détartrant nettoyeur haute pression et du solvant destiné à enlever les étiquettes (bâtiment B) sont inspectées. Absence de liquides incompatibles sur une même rétention.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Bassin de confinement des eaux incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis.

Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels. - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b><br/> Vu : la note de calcul D9a annexée au POI ;<br/> Vu : la consigne de sécurité « CONDUITE A TENIR EN CAS D'INCENDIE » V07 du 11/10/2024 mentionnant le rôle de fermeture de la vanne de sécurité du réseau à proximité de l'incendie et la coupure de la pompe de relevage du bassin de ruissellement vers la lagune par le service QSE et la procédure hors heure ouvrée indiquant le numéro d'astreinte QSE à contacter pour réaliser ces manœuvres.</p> <p>Vu : le bassin de confinement des eaux du bâtiment B et la vanne papillon actionnée par air comprimé, maintenue ouverte et manœuvrée lors de la visite.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 19 : Consignes de sécurité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b><br/> VU les consignes de sécurités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 421_P2 V06 du 11/04/2023 STANDARD RISQUES CHIMIQUES ;</li> <li>• 421_P2 V07 du 11/10/2024 CONDUITE A TENIR EN CAS D'INCENDIE ;</li> <li>• 421_P2 V07 du 11/10/2024 CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT ;</li> <li>• 421_P2 V07 du 11/10/2024 CONSIGNES CAS DE DÉVERSEMENT ACCIDENTEL DE PRODUIT ;</li> <li>• 421_P2 V07 du 11/10/2024 CONSIGNES EN CAS DE DÉPART DE FEU.</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |